



La Commune



Lettre de liaison n° 3 de La Commune

Notes sur la crise politique en cette rentrée | La lettre de liaison

Tous les partis sont aujourd'hui rattrapés par la crise politique. On l'a vu pour l'UMP, littéralement explosée. On l'a vu pour le FN où, de surcroît, Le Pen ne parvient pas à évincer ses détracteurs (contrairement à ce qui s'était passé avec Mégrét, en 1999).

Entre Chirac et Sarkozy, entre l'UMP et le Entre Chirac et Sarkozy, entre l'UMP et le gouvernement, les contradictions se sont accélérées. Seul, l'accord passé in extremis entre Chirac et Sarkozy a permis d'éviter l'explosion de l'UMP et ... du gouvernement mais tous les problèmes restent posés, la droite se cherche un nouveau leader et tout se passe comme si l'UMP n'était plus " le parti du Président " comme il se doit mais le " mouvement " de celui qui se prépare à lui succéder.

Mais, cet accord a été coûteux pour les deux protagonistes : Chirac a dû se prononcer ouvertement en faveur de la candidature de Sarkozy à la présidence de l'UMP, ce qui affaiblit sa position comme chef de l'Etat " au dessus de la mêlée et des clans " ; Sarkozy, de son côté, a dû se résoudre à quitter le gouvernement quand il prendra la tête de l'UMP, ce qui n'arrange pas ses affaires puisqu'il veut à partir de ses positions de ministre, hier de l'Intérieur, aujourd'hui des Finances continuer à faire preuve de ses capacités à prendre des mesures énergiques...

La tragi-comédie continue

A l'évidence, l'autorité du chef de l'Etat a été considérablement sapée ces derniers mois dans son propre " camp " qui, lui, voit sa base sociale se dérober sur le terrain électoral. Ne parlons pas de l'autorité de son Premier ministre dont tout le monde s'accorde à dire qu'il est en sursis. La manœuvre récente consistant à le faire élire au Sénat (d'où il va démissionner dans l'immédiat) pour lui assurer son avenir politique, une base de repli dans les mois qui viennent est cousue de fil blanc. D'ailleurs, en parlant de manœuvre, n'oublions pas celle qui a consisté à faire élire Voynet et Robert Hue pour leur accorder un lot de consolation. On a les sucettes qu'on mérite et un fauteuil de sénateur donne accès à une des meilleures gamelles de France.

Ne nous y trompons pas, les dissensions au sommet ne sont pas un épiphénomène, mais l'expression, nourrie par le jeu des ambitions personnelles débridées, des rapports de force réels entre les classes sociales et, tout d'abord, l'expression d'une situation contradictoire.

Une situation contradictoire

D'une part, il s'agit bien sûr, d'une situation difficile et douloureuse pour notre classe, pour les masses laborieuses qui subissent les coups les plus durs : réformes scélérates des retraites, de la sécu, privatisations, délocalisations, licenciements...

D'autre part, aucune des mesures destructrices imposées aux masses n'est due à la force du gouvernement, ni la réforme de la sécu (encore inachevée), ni la privatisation d'EDF pour ne pas parler que des derniers coups portés contre la position acquise par la classe ouvrière dans la société.

Là encore, le gouvernement ne doit son salut qu'à un dispositif quasi-scientifique mis au point par toutes les directions syndicales et la direction CGT au premier chef pour empêcher toute grève sérieuse, toute action de masse directe et toute centralisation du combat ouvrier. Ce dispositif obéit à une logique d'intégration des syndicats à l'Etat et à ses institutions qui n'a jamais été aussi aigüe.

Les chefs syndicaux sont hantés par le souvenir de 95 et déploient des trésors d'imagination pour mettre au point des " formes d'action innovante " accompagnant des " négociations " scélérates afin de prévenir des événements de type " 95 " qui puissent les submerger à nouveau.

Sous ce rapport, il serait erroné de parler de " fatalisme " et de " résignation " du côté des masses qui n'ont pas une solution toute prête à la question syndicale telle qu'elle se pose maintenant.

l'état d'esprit des masses est celui-là même que les dernières élections ont mis en relief : rejet des institutions, rejet du gouvernement et de sa politique, dans le prolongement et la continuité du rejet de la " gauche plurielle " en avril 2002. Ce rejet " franc et massif " est le moteur de la crise de tous les partis qui ont lié leur sort au régime et à l'Etat bourgeois.

En outre, la défection ouverte et cinglante des directions syndicales et leur " stratégie ", si elle pose problème momentanément aux travailleurs n'est pas sans risques du point de vue des défenseurs de l'ordre bourgeois en ce qu'elle agrandit encore le vide politique qui devient " abyssal "

La bataille pour le Non est engagée

C'est dans ce contexte que Chirac, le 14 juillet, s'est résolu à décider que le projet de Constitution européenne serait soumis à un référendum. Or, à en juger par la tournure que prend ce " débat ", cette manœuvre dans l'urgence, à la Chirac, pour sceller l'union nationale autour de lui, pourrait bien se finir comme sa décision en 1997 de dissoudre l'Assemblée nationale.

En effet, en lieu et place d'une large union sacrée UMP, UDF et PS pour le Oui, qui était escomptée par Chirac, laissant la place au PC pour un " non " de façade (et ... en faveur " d'un autre traité "), Chirac s'embourbe une crise du PS d'ampleur jamais vue depuis 25 ans (à l'époque du face-à-face Rocard - Mitterrand) au bord de l'explosion, comme coupé en deux.

Passons rapidement sur les considérations propres à Fabius, qui étouffait, pris en tenaille entre Hollande et Strauss Kahn et qui trouve dans le " non " l'oxygène nécessaire à son ambition propre ou à une sorte de " quitte ou double ". Ce qui en fait l'instrument des contradictions propres au PS qui, contrairement à ce que des commentateurs toujours trop pressés assuraient au moment des Régionales, n'est pas guéri de la gifle magistrale d'avril 2002.

Rassemblant, ne l'oublions pas, contrairement aux doux rêveurs qui parlent de " raz-de-marée électoral ", à grand-peine 13% des électeurs inscrits, le PS n'a pas reconquis sa base électorale dont il a besoin pour sa survie comme appareil. Peut-il la reconquérir en appelant à voter " oui ", en faisant une nouvelle fois ouvertement cause commune avec Chirac ? Cette seule question place le PS dans un dilemme car sa politique est liée, pieds et poings, à l'accomplissement de l'Europe de Maastricht et la victoire du Non, aujourd'hui **possible**, serait un séisme non seulement en France mais pour toute l'UE et, par là même, un appel d'air pour un développement sans précédent de la lutte de classes.

Désormais, la bataille pour le Non est engagée et la victoire sur le oui est, tous le sentent bien, à portée de main. Fabius, désormais attaqué de toutes parts, a ouvert une boîte de Pandore dont il se serait bien passé. Mais il est trop tard et la tragi-comédie continue. Et tous les scénarios sont possibles. La crise est béante et affole les appareils, à droite comme à gauche.

Modifié le mercredi 22 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie La lettre de liaison

La matrice d'une loi anti-syndicale

A l'issue de longues semaines de négociations (qui se sont tenues à la demande de Sarkozy), la CFDT, la direction confédérale CGT et le MEDEF ont prié une position commune sur " la... »

l'appel de la LCR à un nouveau parti : Le parti des bobos et des gogos ?

La lettre d'Info en PDF depuis quelques années, la LCR- section française du Secrétariat Unifié (SU) semble connaître une nouvelle jeunesse. Cette organisation qui existe, en tant que telle,... »

Allons-y !

Comme annoncé dans notre précédent numéro, nous rendons compte du débat interne dans notre organisation sur l'attitude à adopter à propos de la constitution du Nouveau parti anticapitaliste... »

SCHIVARDI, le génie (de village).

A quelques jours du premier tour de la Présidentielle 2007, et après avoir analysé les programmes de la plupart des candidats (cf. La Commune n°64 et 65) il nous a semblé qu'il ne fallait pas... >>

Lettre de liaison n° 4 de La Commune

Tout s'accélère Comme l'indique l'éditorial de notre journal de mars : " La lutte pour rejeter le traité est bien entendu indissociable de celle pour le retrait du projet de la loi Fillon, pour la... >>

Lettre de liaison n° 3 de La Commune >>

Tous les partis sont aujourd'hui rattrapés par la crise politique. On l'a vu pour l'UMP, littéralement explosée. On l'a vu pour le FN où, de surcroît, Le Pen n'a pu parvenir pas à évincer ses... >>
